

# Campus américains : l'intolérance

**Laboratoire.** Deux sociologues américains analysent les nouveaux visages de la censure.

PROPOS RECUEILLIS PAR THOMAS MAHLER

Dans les années 1960, les campus américains prônaient la libération de la parole (et des corps). Aujourd'hui, sous couvert d'une noble cause progressiste – défendre les minorités –, l'heure semble plutôt à la censure et aux purges idéologiques. Les exemples de personnalités privées de parole, de manière parfois violente, se multiplient. En 2017, le biologiste et « pape des athées » Richard Dawkins n'a pu s'exprimer à Berkeley pour cause d'« islamophobie » (qu'importe que celui-ci critique toutes les religions). La même année, à Middlebury, la conférence du politologue libéral Charles Murray s'est terminée par une émeute. Même Barack Obama s'est inquiété de cette vague d'indignations et a fait savoir qu'il n'était pas d'accord avec le fait que les étudiants « doivent être couvés et protégés de points de vue divergents ».

Dans le remarquable « The Rise of Victimhood Culture » (Palgrave Macmillan), qui vient de paraître aux États-Unis, les sociologues Bradley Campbell (université de Californie) et Jason Manning (université de Virginie-Occidentale) analysent ce qu'ils désignent comme l'essor d'une « culture de la victimisation ». Ils décortiquent notamment le vocabulaire utilisé par les activistes – « micro-agressions », « avertisseurs de déclenchement » (trigger warnings), « espaces sécurisés » (safe spaces) –, des concepts qui seraient autant de nouveaux visages de la censure. Entretien.



**Bradley Campbell**  
Sociologue,  
professeur à  
l'université  
de Californie.



**Jason Manning**  
Sociologue,  
professeur à  
l'université  
de Virginie-Occidentale.

**Le Point:** Votre thèse est que, après être passé d'une « culture de l'honneur » à une « culture de la dignité » au XIX<sup>e</sup> siècle, nous assistons aujourd'hui à la montée d'une « culture de la victimisation ».

**Bradley Campbell et Jason Manning:** Dans les sociétés traditionnelles, l'honneur consiste à maintenir sa réputation liée à la bravoure physique. Pour les hommes, il est important de défendre leur réputation ou celle de leur communauté face à quiconque les insulterait ou les menacerait, afin de ne pas passer pour un lâche. Cela signifie souvent le recours à la violence, même face à de simples offenses verbales. Au contraire, dans une « culture de la dignité », qui a prédominé au XX<sup>e</sup> siècle dans nos sociétés, l'idée centrale est qu'une personne garde sa dignité quoi que les autres pensent d'elle. Cette dignité est inaliénable. Il n'y a aucune honte à faire appel à la loi en cas de violence, vol ou autres crimes plutôt que de rendre justice soi-même. Mais il n'y a pas non plus de honte à ignorer des offenses mineures. Il est au contraire digne d'ignorer les insultes, tout en respectant la dignité des autres et en ne les insultant pas.

Aujourd'hui, en observant ce qu'il se passe sur les campus américains, on voit qu'une nouvelle culture morale est en train d'émerger. Des étudiants mettent en avant des actes d'oppression apparemment anodins qui les toucheraient, expliquant que même un banal discours politique peut représenter une forme de violence... Ils sont en train d'adopter une « culture de la victimisation » qui insiste sur leur faiblesse. Ces étudiants rejettent certains principes clés de la culture de la dignité, comme l'idée qu'on doit ignorer les insultes ou les petits affronts et ne s'adresser aux autorités qu'en cas de vio-

lence et de crime sérieux. Comme dans les cultures fondées sur l'honneur, les activistes des campus sont prompts à percevoir des offenses, mais ils font appel aux autorités (ou à l'opinion publique) plutôt que de régler eux-mêmes le problème. Être une victime est même perçu comme un statut moral, et ceux qui peuvent s'en prévaloir sont hissés sur un piédestal moral. **Pouvez-vous expliquer ces concepts de « micro-agressions », d'« avertisseurs de déclenchement » et d'« espaces sécurisés » ?**

S'il remonte aux années 1970, le terme de « micro-agression » n'a été popularisé que récemment par le psychologue Derald Wing Sue. Il définit les « micro-agressions » comme « de brèves, communes et quotidiennes indignités verbales, comportementales ou environnementales, qu'elle soient intentionnelles ou non, et qui communiquent des offenses raciales, de genre ou religieuses visant une personne ou une communauté ». Selon un document publié par l'université de Californie, simplement demander à un Asiatique d'où il vient représente une micro-agression, car cela signifie qu'il n'est pas un vrai Américain. Même le simple fait d'affirmer que l'Amérique « est une terre d'opportunités » est une micro-agression qui renforce le « mythe de la méritocratie ». Notez que, comme une micro-agression peut être non intentionnelle, on se soucie peu de ce que veut réellement dire une personne qui pose une question du type « d'où venez-vous ? » : c'est une micro-agression si la personne interrogée la perçoit ainsi.

Les « avertisseurs de déclenchement » et « espaces sécurisés » sont eux aussi des concepts récents qui amplifient cette culture de la victimisation. L'idée des avertisseurs de déclenchement consiste à

**Vindicta.** Le 2017, un étu...  
l'université...  
interrompt...  
conférence...  
politologue...  
Charles Mur...

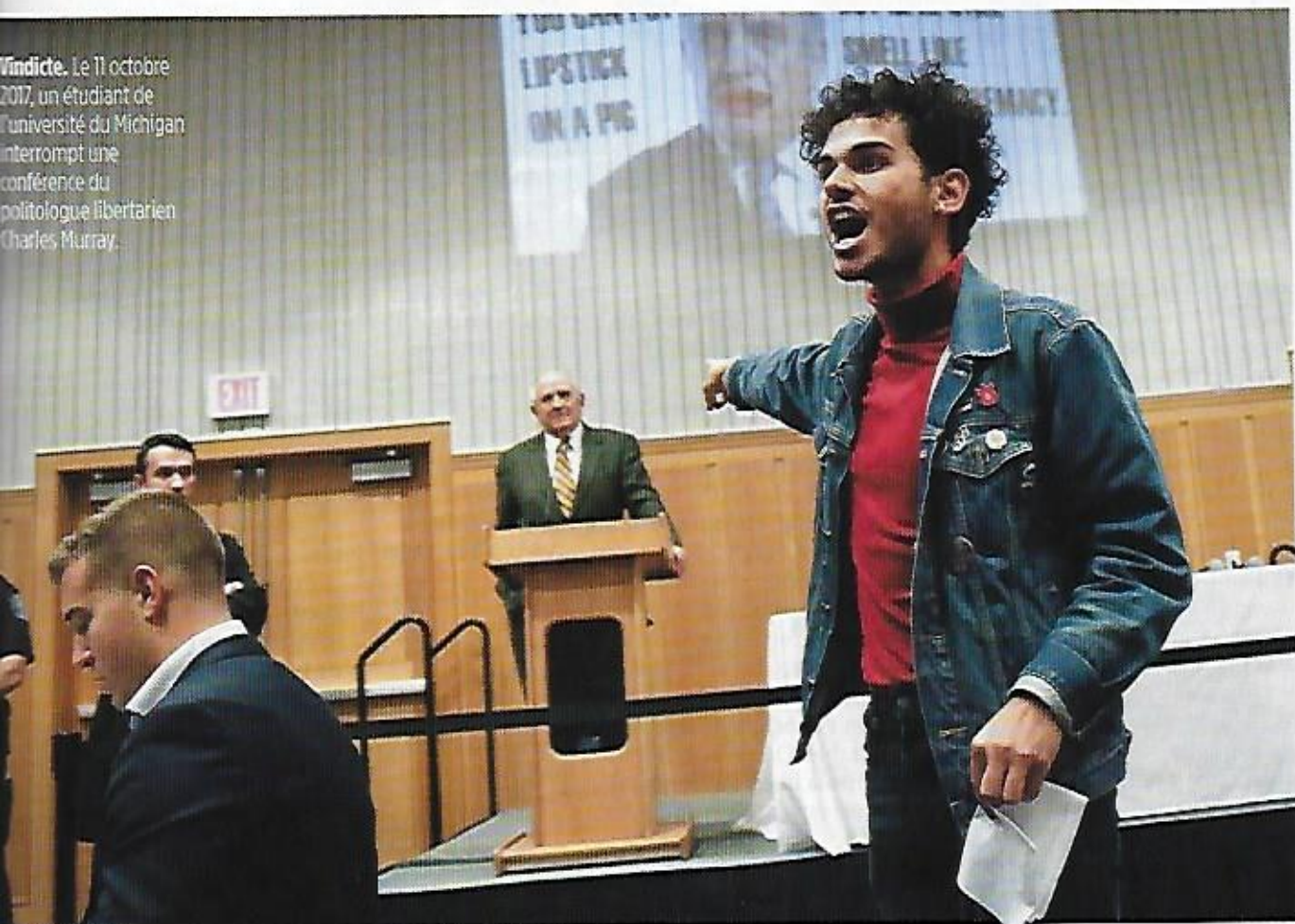
« Etre...  
com...

alerter en...  
toire que...  
sujets se...  
heurter l...  
viol, de r...  
réalité, c...  
chement...  
vistes d'...  
à avoir av...  
Des dem...  
lées pour...  
tissent le...  
mencer...  
Magnifi...  
d'autres

EMILIO FLORES/CAL STATE L.A. - DR

# nce au nom de la tolérance

**Vindicté.** Le 11 octobre 2017, un étudiant de l'université du Michigan interrompt une conférence du politologue libertarien Charles Murray.



## « Etre une victime est même perçu comme un statut moral. »

alerter en préambule votre auditoire que vous allez aborder des sujets sensibles qui pourraient heurter les personnes victimes de viol, de racisme, de violences... En réalité, ces avertisseurs de déclenchement sont utilisés par les activistes d'une façon qui n'a plus rien à voir avec la psychologie clinique. Des demandes ont ainsi été formulées pour que les professeurs avertissent leurs élèves avant de commencer l'étude de « Gatsby le Magnifique » (misogynie) ou d'autres classiques de la litté-

ture. Même l'enseignement de la législation sur le viol en fac de droit a fait l'objet de telles requêtes.

Enfin, les « espaces sécurisés » proviennent du mouvement féministe et désignent un endroit où les féministes pouvaient se réunir pour parler de sujets sur les femmes. Mais les activistes ont commencé à utiliser le terme pour réclamer des endroits où l'on peut se protéger de toute idée contredisant l'idéologie gauchiste. Quand la libertarienne Wendy McElroy est venue à l'université de Brown

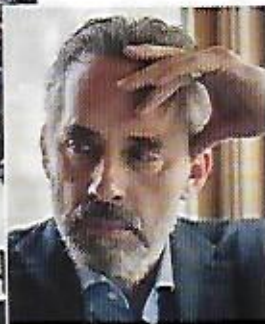


« Islamophobe ». Du fait de son militantisme athée, le biologiste Richard Dawkins n'a pu s'exprimer à Berkeley, en 2017.

pour critiquer le féminisme radical, des étudiants ont ainsi ouvert un espace sécurisé avec des cookies, des bulles et de la pâte à modeler où l'on pouvait se rendre pour se calmer. (Exemples page suivante.)

**Vous soulignez que certains activistes sont capables d'une extrême intolérance, ne traitant pas leurs contradicteurs comme des adversaires politiques mais comme des « hérétiques qui polluent leur pureté idéologique »...**

Les activistes ont une extrême empathie pour ceux qui sont reconnus comme membres de communautés victimisées, mais font aussi preuve d'une extrême hostilité contre ceux qui ne le sont pas. C'est ce que Greg Lukianoff ■■■



#### Ostracisme.

Le psychologue canadien Jordan Peterson est en butte à des manifestations hostiles à la Queen's University (Ontario), le 5 mars.

■ et Jonathan Haidt ont nommé la « protection vindicative », cette impulsion à punir qui conque est considéré comme empêchant l'objectif de transformer les campus en espaces sécurisés. Dans une culture de l'honneur, on célèbre ceux qui font preuve de courage, mais on dénigre les faibles et les lâches. De même, dans une culture de la victimisation, on valorise ceux qui sont considérés comme étant des victimes et on dénigre ceux qui sont privilégiés ou, pire, des « oppresseurs ».

Quand quelqu'un comme le professeur de biologie Bret Weinstein questionne le principe d'une « journée de l'absence » durant laquelle les Blancs doivent quitter le campus de l'université d'Evergreen; quand le psychologue Jordan Peterson critique une loi canadienne qui veut rendre obligatoire l'utilisation de pronoms non genrés du type « iel » à la place de « il » ou « elle », ils sont perçus comme des menaces qui prolongent l'oppression des minorités. Du point de vue de ces militants, les idées sont dangereuses et représentent des actes de violence. Elles doivent être prohibées et punies, comme notre société a auparavant prohibé et puni la violence physique. **La politologue April Kelly-Woessner a montré que**

**les jeunes sont moins tolérants que les générations précédentes face à des opinions politiques divergentes. Est-ce inquiétant ?**

Oui. Cette morale de la victimisation – aussi bien intentionnée soit-elle – menace la mission centrale de l'université : être un lieu de débats et de recherche de la vérité. Cela est totalement incompatible avec l'idée que l'université devrait être un endroit où certains étudiants – ou certaines communautés – ne se sentent jamais offensés ou placés dans une situation inconfortable. On doit laisser aux étudiants la liberté d'émettre des idées qui peuvent offenser d'autres personnes et qui questionnent les croyances. Comme l'a dit Steven Pinker : « Voilà la différence entre une université et une madrasa. » Les facultés doivent aujourd'hui faire un choix entre deux objectifs : la recherche de la vérité ou celle de la justice sociale.

**Beaucoup d'intellectuels s'inquiètent de ces dérives...**

Les activistes qualifient leurs critiques de « fascistes » ou de « suprémacistes blancs ». En réalité, les plus grands contempteurs de cette culture de la victimisation sont des gens comme l'économiste Glenn Loury, de Brown, ou les psychologues Jonathan Haidt et

#### Surveillez votre langage !

Micro-agressions Complimenter les chaussures d'une femme, utiliser le mauvais pronom personnel pour une personne transgenre, dire « J'ai des amis homosexuels »...  
Avertisseurs de déclenchement « Attention, aujourd'hui, nous allons étudier "Les métamorphoses", d'Ovide, livre qui contient des scènes de viol. »  
Espaces sécurisés En 2015, Katherine Byron, membre de la task force sur les violences sexuelles à l'université de Brown, a créé un « endroit pour récupérer » destiné aux personnes trouvant les commentaires de la libertarienne Wendy McElroy trop « troublants » ou « choquants ».

Steven Pinker, de Harvard, des universitaires qui sont très clairement au centre ou à la gauche de l'échiquier politique américain. Même Jordan Peterson, en dépit de tous ceux qui veulent le salir en le classant à l'extrême droite, n'est pas particulièrement conservateur. La défense de la liberté d'expression a d'ailleurs historiquement toujours été associée aux libéraux.

**En quoi cette liberté d'expression est-elle si importante ?**

C'est une valeur fondamentale des sociétés libres. Comme l'explique John Stuart Mill, la liberté d'expression permet de mieux comprendre ses croyances en se confrontant à celles des autres. Elle réduit les conflits dans une société démocratique : c'est un désarmement mutuel dans lequel nous passons un accord pour laisser l'autre parler librement, de façon que nous-mêmes nous ne finissions pas par être censurés et punis.

**Contrairement à la France, il n'y a pas aux Etats-Unis de barrière légale contre les discours haineux...**

Aux Etats-Unis, la liberté d'expression est garantie par le premier amendement de la Constitution, mais les tribunaux ont depuis longtemps reconnu des exceptions définies de manière très étroite. Parmi ces exceptions, il y a les discours obscènes, menaçants ou diffamatoires. Selon nous, cette jurisprudence est raisonnable, et nous nous y opposerions si on voulait y inclure les discours haineux, car cela marquerait une rupture dans le fait que l'Etat ne peut pas discriminer des opinions et censurer un discours à cause du point de vue qu'il exprime. Cela nous paraît d'autant plus important que des activistes sur les campus ont déjà été très clairs sur le fait qu'ils pensaient que des figures – pourtant non extrémistes – comme le politologue Charles Murray, Jordan Peterson ou le journaliste conservateur Ben Shapiro devraient être bannies. Durant l'élection présidentielle de 2016, ils ont même expliqué qu'exprimer son soutien à Donald Trump relevait du discours haineux... ■

**« Cette morale de la victimisation menace la mission centrale de l'université : être un lieu de débats et de recherche de la vérité. »**